



## **Carte blanche**

8 mars: there will be blood...

**Publiée dans "Le Soir" du 10 mars 2008**

L'horreur impensable, inimaginable, l'horreur devant laquelle on a envie de hurler, une fois de plus décrite ce jeudi par Colette Braeckman dans les pages de ce journal. On la connaît, bien sûr, cette horreur, on est au courant depuis longtemps. Mais il est tellement plus facile de détourner les yeux pour surtout ne plus y penser...

Et si le « gynocide » qui se déroule depuis des années au Sud-Kivu fait de temps en temps la une des journaux, ou l'objet d'une dénonciation publique par tel ou tel, très vite on oublie. On détourne les yeux. Une fois de plus, dans l'Est du Congo, il s'agit de prendre le contrôle d'une région en détruisant la résistance et la dignité d'un peuple. Et pour cela, il semble que le plus sûr moyen soit encore et toujours de terroriser ses femmes, du bébé à la vieillesse, de les réduire en esclavage, de les violer, de les éventrer, de prendre possession de leur ventre et de leur vagin en les écartelant, en les lacérant au poignard... Les journalistes et les ONG qui le dénoncent régulièrement crient dans le désert. En 2004, déjà, Amnesty International avait publié un épais rapport qui dénonçait les violences sexuelles dans cette région. L'organisation décrivait aussi le sort réservé par leur propre famille, leur propre village, leur propre Etat aux femmes victimes : une femme violée, une femme mutilée, une femme enceinte d'un autre que son mari est rejetée de tous, elle n'a pas accès aux soins médicaux, et encore moins à une action judiciaire digne de ce nom...

Les forces (qu'on espère) démocratiques, armée et police congolaises, Casques bleus de la MONUC, coopération bilatérale et multilatérale belge et autres, rivalisent d'impuissance et démontrent une incompetence telle qu'elle confine à la complicité. Le nombre d'années qui se sont écoulées depuis le début de ces horreurs rend indéfendable toute protestation d'innocence de la part de ces acteurs nationaux et internationaux. Car la dénonciation d'Amnesty remonte à quatre ans.

Qu'a-t-on fait depuis ? Combien de nouveaux crimes a-t-on sciemment laissé se commettre ? Va-t-on, une fois de plus, attendre la fin du désastre pour regretter de ne pas être intervenu plus tôt ? Va-t-on se déclarer impuissants, comme lors des précédents génocides, lors des massacres de masse, lors des famines organisées, des épurations ethniques et de toutes les guerres livrées pour une terre, pour des puits de pétrole ou pour un minerai indispensable à nos GSM tant aimés ? Va-t-on dans 20 ou 30 ans faire un noble « acte de repentance » ?

Notre village global, cette fameuse mondialisation qui nous est présentée comme un avenir radieux – mais qui est déjà un présent d'horreur – n'est-elle là que pour permettre le trafic de coltan mais surtout pas pour protéger la vie des populations, l'intégrité des plus faibles, le respect des droits humains minimaux ?

Ce week-end, nul doute que beaucoup parleront des femmes pour leur assurer, la main sur le cœur, de toute leur compassion pour les injustices et les discriminations qui les frappent. Mais à quand les actes ? ON ATTEND DES ACTES !